57 % des Français favorables au projet de loi

CHRISTOPHE CORNEVIN @ccornevin

L'EFFET de souffle de la vague terroriste qui vise le pays ne faiblit pas sur l'opinion publique. Les Français, endeuillés par l'assassinat de 239 personnes depuis 2015, entendent plus que jamais muscler la riposte contre la menace djihadiste. Selon les résultats du dernier baromètre réalisé par Fiducial/Odoxa et que révèle *Le Figaro*, 57 % de nos concitoyens se déclarent favorables au projet de loi antiterroriste débattu jusqu'à jeudi à l'Assemblée nationale *(lire ci-contre)*. Dans le détail, l'examen des principales dispositions de ce texte défendu par Gérard Collomb vire au plébiscite. Ainsi, pas moins de 89 % des sondés soutiennent l'idée de la *« mise en place d'un périmètre de protection autour de lieux de rassemblement »* dans lesquels les piétons et automobilistes pourront être filtrés et fouillés. Ils se déclarent à 87 % pour *« l'élargissement des zones frontalières dans lesquelles les contrôles peuvent être effectués sans motif particulier »*.

Cette mesure, notamment vouée aux gémonies dans les rangs de La France insoumise, est aussi perçue comme une manière d'endiguer, sur un rayon de vingt kilomètres, l'immigration clandestine dans des zones sensibles comme Vintimille. Enfin, 80 % des sondés se disent en faveur du projet de perquisitions déclenchées par l'autorité administrative et soumises à un *« triple contrôle du juge »*, comme l'a rappelé le ministre de l'Intérieur lundi au Palais Bourbon. Alors que le niveau de menace reste élevé, les Français veulent se caparaçonner. *« Mais, fait remarquable, surtout en matière de lutte contre le terrorisme, les trois quarts des Français parient en plus sur l'efficacité de ces mesures »*, observe Céline Bracq, directrice générale d'Odoxa. Si 62 % des sondés estiment que le texte aura *« tendance à détériorer leurs libertés »*, 85 % jugent au contraire qu'il améliorera leur sécurité. L'analyste rappelle que *« toutes les études d'opinion montrent que la grande majorité des citoyens se sent prête à troquer un peu de liberté si sa sécurité est mieux assurée »*.

Bien conscient à 79 % que *« l'intégration d'une partie de l'état d'urgence dans le droit commun alourdira le travail des forces de l'ordre »*, les Français semblent davantage prêts à ce que les policiers et les gendarmes soient délivrés de certaines tâches pour se concentrer sur leur cœur de métier. Un vœu martelé par Gérard Collomb depuis son arrivée Place Beauvau en mai dernier. Ainsi, 68 % des personnes interrogées seraient d'accord pour confier à des agents de la sécurité privée la *« surveillance de plages »*, la *« protection de personnalités »* ou encore le *« transfert de détenus »*, mission qu'ils n'étaient que 38 % à approuver en mars dernier.

À propos du dispositif « Sentinelle », un des pivots de notre posture antiterroriste, l'opinion reste travaillée par des idées contradictoires. Ainsi, une très mince majorité (51 %) accepte que le nombre de militaires soit réduit *« car ce n'est pas leur vocation principale et ils représentent des cibles pour les terroristes »*. Mais seuls 23 % consentent à une *« diminution immédiate »*, 28 % préférant repousser à plus tard et 49 % rejetant en bloc l'idée de réduire le format du dispositif en place.

Si le chantier de l'antiterrorisme apparaît comme majeur, celui de la lutte contre la délinquance quotidienne devient un sujet de vive préoccupation. Comme si les Français se sentaient un peu abandonnés face aux délits qui leur empoisonnent la vie. Sévères, 69 % d'entre eux affirment ainsi ne pas faire confiance au gouvernement en matière de délinquance, de cambriolages ou d'agressions. Soit une défiance qui augmente de 9 % par rapport au baromètre Fiducial/Odoxa de juin dernier. *« Globalement, le sentiment d'insécurité stagne au cours des dix-huit derniers mois, oscillant autour des 60 % »*, précise le document, qui dit que ce sont les jeunes (70 %) et les catégories populaires (64 %) qui sont les plus touchés.

85 %
des sondés pensent que le projet de loi antiterroriste améliorera leur sécurité

51 %
des sondés acceptent que le nombre de militaires de l'opération Sentinelle soit réduit

Dans ce tableau contrasté, Beauvau pourra se féliciter de l'engouement des sondés qui approuvent à 88 % le très consensuel projet de *« police de sécurité au quotidien »* que Gérard Collomb veut expérimenter dès le début de l'année prochaine pour retisser le lien entre les forces de l'ordre et la population. Même si les contours de ce concept de *« police de disponibilité »*, comme l'a défini le nouveau directeur général de la police nationale, Éric Morvan, ne sont pas dessinés avec précision, Odoxa note que *« tous les Français soulignent cette initiative, quelle que soit leur proximité partisane, de la gauche au Front national »*. L'attente est donc forte, et la déception à la hauteur en cas de contre-performance. ■

À Berlin, 45 millions d'euros débloqués pour les forces de l'ordre et les secours

NICOLAS BAROTTE @NicolasBarotte
BERLIN

DES COUPS de feu, lundi dernier, à la gare de Lichtenberg à Berlin. Il y a de nombreux blessés. Trois terroristes ont fait feu sur la foule des passagers à l'aide de fusils-mitrailleurs alors qu'un train régional vient de s'arrêter sur le quai. Ils disposent aussi de grenades. C'est la panique. L'incident est grave. Une unité spéciale de la police entre en action et il lui faut une demi-heure pour reprendre le contrôle de la situation. Mais ce n'est qu'un exercice. Les victimes à terre sont des élèves policiers. Un peu plus de neuf mois après l'attentat du marché de Noël de Breitscheidplatz, qui avait coûté la vie à 12 personnes, les forces de l'ordre se préparent encore au pire.

La capitale allemande, avec ses 3,5 millions d'habitants pour une superficie huit fois plus grande que Paris, a réappris à vivre avec une grande capacité de résilience. Contrairement à Paris, on ne croise pas à Berlin de soldats en arme : la Bundeswehr n'a pas pour mission d'agir sur le territoire. Certains plots de béton installés pour protéger les passants des camions fous ont été relevés. « *On ne peut pas bétonner la ville* », a déclaré la municipalité après l'attentat de Barcelone et l'expression d'inquiétudes de la part des commerçants du Ku'damm, la grande artère touristique de Berlin ouest. Si la police de Berlin renforce sa présence lors de grandes manifestations, comme le marathon du week-end dernier, il n'est pas envisageable de placer la ville en état d'urgence permanent.

Vidéosurveillance étendue

Le débat sur la sécurité s'est cependant transformé à Berlin, où les majorités de gauche avaient toujours été sceptiques sur les politiques sécuritaires. Fin août, le ministre de l'Intérieur du Land de Berlin, Andreas Geisel (SPD), a présenté un « plan antiterroriste ». La vidéosurveillance va être étendue dans les zones sensibles, comme certaines gares, avec 2 000 à 2 500 caméras supplémentaires. Mais quoi qu'il en soit, elles ne se multiplieront pas à tous les coins de rue. « *Cela n'aurait pas de sens* », a déclaré Andreas Geisel. Soucieux de leur liberté, les Berlinois ne l'accepteraient pas. D'ailleurs, dans la gare de Südkreuz, une expérimentation de vidéo avec reconnaissance faciale est fortement contestée : elle vise à tester la possibilité technique de reconnaître un visage – celui de suspects – dans une foule.

Sans attendre l'appui de nouvelles technologies, Berlin a réagi. Depuis l'attentat, un budget de 45 millions d'euros a été débloqué pour équiper les forces de l'ordre et augmenter le parc de véhicules de secours. Les premiers matériels devraient être disponibles à la fin de l'année et courant 2018. Le budget accordé aux associations de déradicalisation a été quadruplé à 4,7 millions d'euros. « *Les travailleurs sociaux sont plus efficaces à long terme que les caméras* », a insisté Andreas Geisel. Enfin, la surveillance de la centaine d'individus « dangereux » vivant à Berlin a aussi été renforcée. La police antiterroriste a été dotée de 100 postes supplémentaires.

Berlin compte déployer sur le terrain 1 200 policiers supplémentaires par an jusqu'en 2021. Mais cet effort permettra seulement de rattraper le retard accumulé depuis des années. En 2000, Berlin comptait 18 000 policiers. En 2016, ils n'étaient plus que 16 700 alors que la ville comptait déjà 400 000 habitants supplémentaires. ■

À Barcelone, des pots de fleurs géants installés

MATHIEU DE TAILLAC @mdetalliac
BARCELONE

LE CAMION a été lancé contre les piétons de la Rambla de Barcelone, mais c'est à 600 kilomètres de là qu'ont été installés, dès le lendemain de l'attentat, des obstacles physiques pour empêcher ce type d'attentats : sur la très touristique Puerta del Sol de Madrid. À Barcelone, des pots de fleurs gigantesques et autres plots métalliques ont été posés quelques jours plus tard, mais loin de la Rambla. Autour de la gare de Sants, pour commencer, avant que d'autres emplacements ne soient étudiés.

Les nouvelles mesures n'empêchent pas les critiques. Sur fond de déchirements nationaux autour du défi indépendantiste catalan, la controverse est interminable pour savoir qui, de la police nationale, de la police régionale ou de la mairie, porte la responsabilité de décider et d'installer des barrières anti-camions. Dans les médias, les experts s'écharpent pour imaginer ce qui aurait pu se passer si le 17 août, la Rambla avait été équipée de plots.

La réalité des faits oblige à rappeler que l'attentat sur l'avenue de Barcelone n'était que le plan B des terroristes, qui souhaitaient au départ provoquer une grande explosion et avaient accumulé pour cela des dizaines de bonbonnes de gaz. Il est vrai aussi que les commerçants de la Rambla - fleuristes, kiosques à journaux, stands de souvenirs -, signes d'identité de l'avenue, ont besoin d'accéder avec leur véhicule au terre-plein central. Le débat semble avoir été conclu par la maire de Barcelone, Ada Colau, qui refuse l'installation de ces protections : « *Cela voudrait dire que les terroristes ont atteint leur objectif alors que Barcelone veut être une ville de liberté.* »

Quarante ans de terrorisme

Un autre bâtiment emblématique de la capitale catalane voit sa sécurité considérablement renforcée : la Sagrada Familia, basilique dessinée par Gaudi et qui draine des millions de touristes chaque année. Alors qu'aujourd'hui les visiteurs sont soumis à une fouille et à une détection des métaux manuelles, ils devront bientôt passer par des contrôles semblables à ceux des aéroports. Ces inspections se réaliseront dans deux bâtiments, en cours de construction au pied de la basilique. Ils éviteront que les touristes fassent la queue sur le trottoir et constituent ainsi une cible pour les terroristes. Les travaux ont commencé il y a neuf mois, après les attentats de Nice et de Berlin mais avant celui de Barcelone.

Car l'adoption de mesures antiterroristes n'est pas une nouveauté en Espagne, frappée par quarante ans de terrorisme d'ETA avant de subir les attentats de Madrid en 2004, la pire attaque terroriste qu'ait connue l'Europe. C'est à cette époque qu'ont été adoptées les inspections systématiques des bagages dans les gares TGV, par des scanners semblables à ceux utilisés dans les aéroports. ■

À Londres, plus de moyens mais 1 policier sur 20 armé

MARINA DARAS
LONDRES

COMME la France, l'Espagne, l'Allemagne et bien d'autres pays européens, le Royaume-Uni a été secoué par une série d'attentats terroristes ces dernières années qui a amené le gouvernement à revoir à la hausse les mesures de sécurité.

La présence policière dans les rues et autour des monuments à caractère touristique a évidemment augmenté depuis les attentats de Manchester et de London Bridge, mais il n'y a malgré tout que très peu d'officiers de police qui soient armés. Aujourd'hui, moins d'un policier sur vingt en Angleterre et au pays de Galles porte une arme, contrairement à l'Irlande du Nord où chaque officier est armé. Une particularité britannique qui pourrait changer d'ici à 2020 puisque, selon un récent sondage, près d'un tiers des officiers de police réclament le droit de porter une arme.

Mais le budget de la police est déjà bien trop serré pour qu'il soit possible de former et d'armer tous ses officiers. La commissaire de la police métropolitaine, Cressida Dick, a récemment dénoncé le manque de moyens des forces de l'ordre britannique. Chaque attentat requiert la mobilisation de centaines d'officiers et est suivi d'une très longue enquête. Les conséquences ne se font pas seulement ressentir sur la police antiterroriste, mais aussi sur les officiers de quartier et tous les policiers en général.

« À long terme, si nous continuons avec ce niveau de menace – ce qui semble être l'idée du gouvernement –, mon service de police ne pourra pas suivre », déclarait-elle sur les ondes de la LBC la semaine dernière. Le ministère de l'Intérieur a par la suite annoncé qu'il augmenterait le financement de la lutte antiterroriste de 3,4 milliards de livres. Quant au secrétaire de l'Intérieur, il a annoncé qu'il injecterait 24 millions de livres en soutien supplémentaire pour la police antiterrorisme, en plus des 707 millions de livres déjà engagés pour cette année. Ces 24 millions supplémentaires sont destinés aux forces métropolitaines et à la région de Manchester, en partie pour aider à couvrir les coûts des attaques récentes.

Pour améliorer les mesures de prévention, sans pour autant augmenter la présence militaire dans les rues, on a réalisé des aménagements urbains. Des barrières de sécurité ont été installées entre la route et le trottoir sur certains ponts londoniens au lendemain de l'attaque terroriste du London Bridge. Ces barrières en béton et en métal peuvent résister à un choc similaire à celui d'un camion de sept tonnes allant à 70 km/h. On les retrouve sur le Waterloo Bridge, le Westminster Bridge et le Lambeth Bridge, mais aussi dans certains espaces publics de Bristol, Manchester ainsi que dans d'autres grandes villes du Royaume-Uni. Le gouvernement a même embauché des architectes pour réfléchir à des aménagements spécifiques et trouver des « mesures d'atténuation » pour réduire le risque d'attaques à la voiture-bélier. ■